

Table des matières

Préface	7
----------------	---

Passé, présent et avenir de la réorganisation judiciaire	
Premier commentaire de la proposition de loi relative à la continuité des entreprises	11

Alain ZENNER

Section 1 : Introduction	11
---------------------------------	----

De l'aphasie du législateur à sa logorrhée...	11
---	----

L'échec du concordat	15
----------------------	----

Vers un nouveau régime	17
------------------------	----

Les grands traits de la proposition	19
-------------------------------------	----

Simplifications	21
-----------------	----

Clarifications	22
----------------	----

Philosophie générale. Droits des créanciers. Sûretés issues de la pratique	22
--	----

Section 2 : Analyse de la proposition de loi relative à la continuité de l'entreprise	26
--	----

Titre premier – Dispositions générales	26
--	----

Titre II – La collecte de données et l'enquête commerciale	33
--	----

Titre III – L'accord amiable	39
------------------------------	----

Titre IV – La réorganisation judiciaire	42
---	----

Titre V – Dispositions diverses	92
---------------------------------	----

Titres VI et VII – Dispositions pénales et dispositions modificatives	93
---	----

Titre VIII – Dispositions abrogatoires et transitoires	95
--	----

Section 3 : Conclusion	95
-------------------------------	----

Le concordat judiciaire 97

Pierre DEMOLIN et Jérôme MATERNE

Section 1 : La loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire : un constat d'échec? 97

Section 2 : La question de l'égalité des créanciers dans le cadre du concordat judiciaire 102

- A. Rappel du principe de l'égalité des créanciers et du concours 102
- B. L'égalité des créanciers est-elle une règle d'ordre public? 103
- C. L'égalité des créanciers sous l'empire des anciennes lois sur le concordat judiciaire : l'existence d'un concours 104
- D. L'égalité des créanciers sous l'empire de la loi du 17 juillet 1997 sur le concordat judiciaire : l'inexistence d'un concours 106
- E. L'égalité des créanciers lorsqu'une créance naît en cours de concordat : la compensation entre une dette née antérieurement au concordat avec une dette née pendant le concordat 110

Section 3 : Le sort de la créance dans le cadre d'un concordat judiciaire 111

- A. Les formalités à accomplir par le créancier pour faire admettre sa créance et la publicité du concordat 111
- B. Est-il obligatoire de déclarer sa créance? 112
- C. L'ignorance par un créancier de la procédure en concordat 114
- D. L'admission de la créance est-elle définitive ou révocable? 115
- E. La déclaration de créance tardive 117
- F. Les créances nées pendant la procédure en concordat 117

Section 4 : Quel est l'avenir du concordat judiciaire suite à l'autorisation de la compensation légale et suite à l'existence de la loi sur les sûretés financières? 120

Questions choisies en droit de la faillite 123

Cédric ALTER

Introduction 123

Section 1 : Curateurs et contrats en cours	123
A. Le droit antérieur	124
B. L'article 46 de la loi du 8 août 1997	124
C. L'arrêt de la Cour de cassation du 24 juin 2004	126
D. La doctrine et la jurisprudence postérieures à l'arrêt du 24 juin 2004	131
E. La modification de l'article 46 de la loi sur les faillites par la loi du 15 juillet 2005	137
F. Conclusion	139
Section 2 : Dettes de la masse	141
A. L'abstention fautive du curateur	142
B. L'acte positif constituant une faute quasi délictuelle du curateur	143
C. Conclusion	144
Section 3 : Mécanismes conventionnels permettant d'échapper au concours	145
A. Évolution générale – Principe d'égalité	145
B. Cantonnement amiable et affectation de compte	150
I. Introduction	150
II. L'apport de l'arrêt de la Cour de cassation du 2 février 2007	152
III. La jurisprudence postérieure à l'arrêt du 2 février 2007	155
Le règlement collectif de dettes	159
<i>Philippe LECOCQ</i>	
Section 1 : Le surendettement et la loi du 5 juillet 1998	159
Section 2 : Champ d'application personnel	161
Section 3 : L'objectif de la procédure en règlement collectif de dettes	165
Section 4 : La procédure en règlement collectif	168
A. 1 ^{re} phase : l'introduction de la procédure et l'admissibilité	169
B. 2 ^e phase : la phase amiable et le plan de règlement amiable	176
C. 3 ^e phase : la phase judiciaire	179
ANTHEMIS	289

Section 5 : La révocation	185
Section 6 : Le médiateur de dettes	186
Section 7 : Concours, réalisation et sûretés réelles	187
Section 8 : Les sûretés personnelles	190

Le droit actuel des liquidations des sociétés commerciales **Évolution ou révolution ?** 193

Yves BRULARD

avec la collaboration de Jérôme MATERNE et Geneviève DURANT

Introduction	193
Section 1 : La loi du 2 juin 2006	198
A. Ouverture de la liquidation	198
I. Principe commun aux deux formes de liquidation	198
II. Ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire	200
III. Ouverture d'une liquidation volontaire	203
B. Durant la liquidation	217
I. Pouvoirs du liquidateur	217
II. Effets sur les créanciers	221
III. Transparence durant la liquidation	224
C. Clôture de la liquidation	226
I. Contrôle par le tribunal	226
II. Contrôle par les associés	231
III. Contrôle par les créanciers	232
Section 2 : Les règlements (CE) n ^{os} 1346/2000 et 603/2005	235
A. Principes généraux	235
I. Application du règlement (CE) n° 1346/2000 aux liquidations	235
II. <i>Rationae materiae</i>	238
III. <i>Rationae loci</i>	245
B. Le juge compétent	247
I. Procédure principale	247
II. Procédure secondaire	262

III. Reconnaissance des jugements	270
C. La loi applicable	278
I. La <i>lex concursus</i>	278
II. La <i>lex europae</i>	281
III. Les <i>lex specialis</i>	282
Conclusion	285